

Les noms de partis politiques italiens dans l'Italie républicaine : les mots et les symboles

Dario Accolla

DOI: 10.2436/15.8040.01.153

Résumé

L'histoire de la République italienne coïncide avec l'histoire de ses partis, du moment où ce sont précisément ces derniers qui en ont déterminé les grandes mutations sociales, économiques et institutionnelles. L'ensemble des formations politiques étant extrêmement riche et varié, l'analyse des noms des partis et de leurs modifications onomastiques se prête à la compréhension des changements qui ont investi le pays dans les soixante dernières années.

La recherche que nous présentons sera constituée de plusieurs phases. On exposera, en premier lieu, les processus de créativité onomastique constatés dans la période de la Première République (1946-1994). On analysera, ensuite, la grande profusion de noms et de formations qui sont nés en Italie à la suite de la nouvelle loi électorale, rebaptisée *mattarellum*, qui a marqué le début de celle que l'on a définie plus tard comme Deuxième République (1994-2008). Enfin, on présentera les éléments survenus lors des élections de 2008, qui ont débouché sur une simplification manifeste de l'organisation des partis et sur un énième changement de l'onomastique politique. Dans ce cadre, nous rappelons le rôle primordial des symboles électoraux ayant, dans la plupart des cas, influencé l'attribution même des noms des partis.

L'étude se terminera par l'analyse linguistique et la critique du répertoire onomastique présenté.

1. Préambule

L'historiographie italienne fait remonter la naissance de la République au lendemain du référendum du 2 juin 1946, date de l'abrogation de la monarchie par le vote populaire et démocratique.

Les historiens et les politologues partagent le régime républicain italien en deux périodes, appelées respectivement « Première » et « Deuxième » République. La Première République se distingue, à son tour, en deux phases : les trente premières années, où priment les deux plus grands partis de masse, la Démocratie Chrétienne (*Democrazia Cristiana*), au pouvoir depuis toujours, et le Parti Communiste Italien (*Partito Comunista Italiano*), dans l'opposition. La deuxième phase commence au milieu des années 1980 et finit au début des années 1990, marquées par l'entrée de nouvelles forces politiques – les liges régionales et les mouvements civiques et écologistes – et caractérisées par la crise et l'écroulement des équilibres politiques précédents (Diamanti, 2009 : 7-8).

La Deuxième République, née en 1994 des cendres de la Première après les scandales judiciaires qui avaient presque anéanti les anciens partis au gouvernement, fait entrer en scène des protagonistes inédits – le nouveau parti de Berlusconi, *Forza Italia* – ou tenus jusque-là à l'écart de la gestion du pouvoir, comme les héritiers de l'ex PCI et du Mouvement Social Italien (*Movimento Sociale Italiano*), respectivement ex-communistes et ex-fascistes, ou bien la Ligue du Nord (*Lega Nord*), véritable parti antisystème pendant les années de l'hégémonie démocrate-chrétienne (Diamanti, 2009 : 8-9).

Les derniers événements de la chronique politique italienne ont conduit les journalistes et les politologues à parler de « crise du berlusconisme », expression qui revient pendant toute la Deuxième République. La fin pressentie du gouvernement de Berlusconi fait invoquer par certains l'avènement de la Troisième République. Cependant, d'autres (Calise, 2006 : 6) considèrent que celle-ci a commencé avec la nouvelle loi électorale de 2005, qui a renforcé le rôle du Président du Conseil dans la course aux élections gouvernementales.

2. Les partis de la Première République

Pendant la Première République le cadre institutionnel est caractérisé par la présence de sept partis d'ampleurs différentes, qui dominent la vie politique italienne.

Il s'agit de : la *Democrazia Cristiana* (DC, Démocratie Chrétienne), au centre ; à gauche, le *Partito Comunista Italiano* (PCI, Parti Communiste Italien), le *Partito Socialista Italiano* (PSI, Parti Socialiste Italien), le *Partito Socialdemocratico Italiano* (PSDI, Parti Social-Démocratique Italien), tous d'idéologie marxiste ; parmi les partis dits « laïques », c'est-à-dire les forces non inspirées de la religion ni des idéologies, citons le *Partito Repubblicano Italiano* (PRI, Parti Républicain Italien), de centre gauche, et le *Partito Liberale Italiano* (PLI, Parti Libéral Italien), à tendance conservatrice ; à l'extrême droite nous retrouvons le *Movimento Sociale Italiano* (MSI, Mouvement Social Italien).



Figure 1. Les partis de la Première République.

Tous ces partis sont les héritiers de partis historiques, c'est-à-dire ayant une tradition de référence, et sont nés (à l'exception du MSI) avant l'avènement du fascisme. Les partis historiques, déclarés hors la loi par le régime de Mussolini, réapparaîtront en semi-clandestinité pendant la lutte partisane, dans la dernière phase de la Deuxième Guerre mondiale, et renaîtront officiellement à la fin du conflit, pendant les deux années de transition de la monarchie à la République (1946-1948). Certains reprendront leurs dénominations d'origine, remontant à la période pré-fasciste, alors que d'autres choisiront un autre nom.

Parmi ces derniers, citons en premier lieu la DC, héritière du *Partito Popolare Italiano* (PPI, Parti Populaire Italien). La mutation du nom s'explique par l'exigence de la part des classes dirigeantes de créer un instrument politique nouveau tout en prenant les distances de l'ancien PPI, qui était également d'inspiration catholique mais non confessionnelle. En février 1944, le leader démocrate-chrétien du parti De Gasperi déclarait : « la question de la laïcité [...] entendue comme la tendance à ne pas impliquer dans les revendications de la politique empirique l'autorité ecclésiastique, n'a plus de résonance » (Ridolfi, 1999 : 384).

En deuxième lieu, citons le MSI qui, s'il fut contraint de changer de nom à cause de sa filiation avec le *Partito Nazionale Fascista*, (Parti National Fasciste), déclaré hors la loi avec l'avènement de la démocratie, choisit également son nouveau nom pour se rattacher à l'expérience de la République Sociale Italienne (Galli, 1990 : 286), l'État de façade créé par Mussolini dans le nord de l'Italie, complice des Allemands après le débarquement des alliés sur les côtes du Sud.

Pendant cette première phase de l'histoire républicaine italienne, nous constatons de fait une stabilité onomastique en ce qui concerne les partis traditionnels présents au Parlement, car ces derniers finiront par disparaître ou par changer de nature politique et, par conséquent, de nom, seulement pendant les années 1990. Il convient cependant de faire un traitement à part pour le PSI, qui a connu plusieurs scissions et coalitions avec d'autres partis (Galli, 1990 : 169-176) et a revêtu par conséquent différents noms, depuis sa dénomination d'origine *Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria* (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletaire), jusqu'à trouver un nom stable dans les années 1970. Par ailleurs, une grande créativité onomastique est présente au sein des formations mineures, caractérisées pour la plupart par une vie brève et par des fortunes électorales inconsistantes et/ou transitoires.

Parmi ces dernières, citons pour les premières années de la République le *Partito d'Azione* (PdA, Parti d'Action), le *Fronte dell'Uomo Qualunque* (UQ, Front de l'Homme Quelconque), tous deux disparus après avoir participé à l'Assemblée constituante, et les différentes formations monarchiques ayant plus tard rejoint le MSI, lequel changera de nom en s'adjoignant les mots *Destra Nazionale* (Droite Nationale).

Le choix du nom du PdA fait référence à cette « forte opposition morale au fascisme, unie à l'appel d'une action révolutionnaire revendiquée » dans l'optique d'une fusion entre les traditions démocratique, libérale et socialiste (Ridolfi, 1999 : 401). Quant à l'UQ, il doit son nom à la revue homonyme, fondée par Guglielmo Giannini, un intellectuel de la droite radicale qui ne se reconnaissait pas dans le nouveau cours démocratique et revendiquait le désengagement politique de « citoyens normaux », pour la plupart issus de la petite bourgeoisie, idéologiquement détachés, si ce n'est pas hostiles, aux événements politiques ayant cours à cette époque en Italie (Ridolfi, 1999 : 411).

Parmi les formations mineures restantes, le *Partito Radicale* (PR, Parti Radical), né en 1955 pour faire suite à une scission dans l'aile gauche du PLI, entend rappeler la formation pré-fasciste de même nom, bien que les liens entre les deux sujets politiques soient très faibles (Ignazi, 1995b : 311).

À partir des années 1980, sur la scène se présentent de nouveaux partis, très critiques envers le système qui s'était cristallisé en des rapports de force immuables : la DC et le PCI, antagonistes historiques ; le PSI, incapable de s'affirmer comme le parti leader de la gauche ; et les partis laïques, survivant tant bien que mal, avec des pourcentages largement minoritaires.

Parmi ceux-ci le plus important, du point de vue de son électorat, est sans nul doute la *Lega Nord* (Ligue du Nord, appelée aussi *Lega*), née de la fusion de différentes liges régionales (Ricolfi, 1995 : 261), fortement ancrée sur le territoire et, comme l'indique son nom, d'inspiration indépendantiste. Le parti subira l'hégémonie de la *Lega Lombarda* (Ligue Lombarde), qui doit son nom à l'alliance conclue entre les communes italiennes en 1167 pour contraster la politique centralisatrice de l'empereur Frédéric de Barberousse dans le nord de l'Italie. Son symbole inclut d'ailleurs la figure de Alberto da Giussano – personnage mythique de la guerre contre le pouvoir central germanique – afin de bien marquer l'hostilité du parti à l'encontre d'un État centralisé.



Figure 2. Les liges régionales.

Les *Verdi* (Verts) débarquent sur la scène en 1980, en proposant, grâce à une formule fédératrice, un parti thématique, avec pour but l'introduction des thèmes écologiques dans le débat national. Le nom s'inspire du parti allemand des *Grünen*, traduit littéralement en italien (Della Seta, 1995 : 159) et dont le programme est calqué.

Un sentiment de malaise, ressenti au sein de la DC, donne vie à *La Rete - Movimento per la Democrazia* (Le réseau - Mouvement pour la Démocratie), parti fondé par le maire de Palerme Leoluca Orlando, dans le but de rassembler, dans un projet de profonde rénovation morale de la politique, un « réseau » des « sujets qui se reconnaissent dans la tradition catholique et démocrate » de gauche (Marroni, 1990 : 13).



Figure 3. Les partis de la transition.

Ces acteurs politiques seront, entre autres, les protagonistes de la période de transition entre la fin de la Première République et le début de la Deuxième.

3. Les partis de la Deuxième République

La stabilité onomastique des protagonistes de la première phase de l'histoire républicaine est due d'une part au succès électoral de certains d'entre eux (notamment DC, PCI et MSI), et d'autre part au lien tenace entre ces derniers et les traditions politiques de référence.

À la fin des années 1980, la chute du mur de Berlin provoque une profonde crise idéologique au sein du PCI, qui se rebaptisera en un premier temps *Partito Democratico della Sinistra* (PDS, Parti Démocratique de Gauche), puis *Democratici di Sinistra* (DS, Démocrates de Gauche) pour parfaire – du moins en intentions (Salviati, 2003 : 10) – son évolution d'un parti composé d'ex-communistes (dont le symbole a été entre temps renouvelé par l'ajout d'un chêne aux sempiternels faucille et marteau) à une nouvelle formation d'ascendance socio-démocrate (où la rose du socialisme européen remplace le symbole communiste).

Une action symétrique se constate à droite : la crise de l'ancien système politique, qui a culminé avec le scandale des financements illégaux connu sous le nom de Tangentopoli, porte à la dissolution des deux partis majoritaires, la DC et le PSI. Une bonne partie des votes modérés se retrouve concentré, aux élections administratives de 1993, dans les rangs du MSI. C'est à ce moment que le parti entame un processus de rupture formelle (Ignazi, 1995a : 284) avec son héritage fasciste. *Alleanza Nazionale* (AN, Alliance Nationale) était née. Son nom évoquait un projet fédérateur des forces sociales ayant pour objet la nation, notamment en opposition aux poussées centrifuges de la Lega (Diamanti, 2009 : 28).



Figure 4. Les partis ex-communistes et ex-fascistes.

Pendant cette phase de l'histoire républicaine, tous les plus grands partis traditionnels, qui ont survécu aux scandales judiciaires de 1992 ou ont été submergés par les événements historiques, changent de nom. Le PSI se désintègre en différents sigles, alliés tantôt à droite tantôt à gauche, mais les héritiers officiels s'appelleront tout simplement *Socialisti Italiani* (SI, Socialistes Italiens). Le même parcours s'applique aux ex-démocrates-chrétiens, divisés en deux formations : l'une, alliée de Berlusconi, s'appellera *Centro Cristiano Democratico* (Centre Chrétien Démocrate), l'autre, dans la lignée directe de la DC, récupérera l'ancien nom du Partito Popolare. Une aile minoritaire se détachera du PDS, anciennement PCI, portée par l'aspiration de refonder le communisme, d'où son nom : *Partito della Rifondazione Comunista* (PRC, Parti de la Refondation Communiste).

Parmi les nouveaux sujets politiques, citons en revanche *Forza Italia* (Allez l'Italie), né comme le parti de la droite libérale, destiné à épouser les raisons du populisme européen et à se démarquer ensuite par son populisme. Le parti s'inspire du langage des supporters de

foot – Forza Italia est aussi la devise utilisée pendant la Coupe du Monde – jusque dans le nom de ses parlementaires, appelés « *azzurri* » (les bleus), tout comme les joueurs de l'équipe nationale. Les autres partis de la Première République (PLI, PRI, PR) ainsi que les nouvelles formations, comme *Alleanza Democratica* (AD) ou *La Rete*, occupent quant à eux des positions marginales, destinées à une vie très brève dans la coalition de centre gauche.



Figure 5. Les nouveaux partis de la Deuxième République.

L'on assiste donc, dans cette phase de l'histoire républicaine, à une très vaste rénovation onomastique, due aussi bien à l'entrée en scène de nouveaux partis qu'à la mutation des anciens partis qui, pour être perçus comme des forces de gouvernement crédibles, sont obligés de changer de nom, d'idéologie et de symbole. Seuls les « anciens » nouveaux partis de la fin de la Première République, comme les Verdi et la Lega, gardent leur nom. C'est aussi à cette époque que, grâce à la loi électorale au système majoritaire pondéré, l'on assiste à une véritable personnalisation de la politique, ce qui contribuera à la création de nouveaux sigles, présents principalement au niveau local – notamment pour les listes citoyennes – ou créés temporairement, juste pour couvrir la période électorale.

L'élément onomastique, en outre, différencie pertinemment les partis de droite de ceux du centre gauche : le PDS, le PPI et le PRC garderont le terme « parti » dans leur dénomination officielle, tandis qu'à droite ce terme disparaît (FI, AN, Lega, CCD). Il y a lieu de croire que les premiers, voulant se référer à une tradition qu'ils souhaitent récupérer, rénover ou défendre, souhaitent souligner leur continuité historique sous le signe du renouveau moral et idéologique des partis. D'autre part, les partis de droite, nés pour abattre l'ancien régime et dépasser le passé, apportent un élément de nouveauté en marquant, déjà par leur nom, une rupture avec le système hégémonique des partis, accusé de la dérive morale et politique italienne. Les références à l'Italie disparaissent, à l'exception de FI, du PPI et de quelques formations mineures.

En revanche, il existe un élément commun aux deux coalitions : le fait de changer de nom à chaque tour électoral. À gauche nous avons donc les *Progressisti* (Progressistes), aux élections de 1994, l'*Ulivo* (l'Olivier) en 1996 et en 2001 puis l'*Unione* (Union) en 2006. À droite, rappelons le *Polo della Libertà e del Buongoverno* (Pôle de la Liberté et du Bon Gouvernement) en 1994, la *Casa della Libertà* (Maison de la Liberté) de 1996 à 2006, jusqu'au *Popolo della Libertà* (Peuple de la Liberté) en 2008, coalition ensuite transformée en parti.

Les élections de 2008 conduisent à une grande simplification du système des partis, avec les différents concurrents réunis en trois coalitions distinctes : *Sinistra Arcobaleno* (SA, Gauche Arc-en-ciel) d'un côté, *Partito Democratico* (PD, Parti Démocrate) et *Italia dei Valori* (IdV, Italie des Valeurs) ensemble dans un groupe à part, PdL et Lega de l'autre. Deux partis participent séparément : *Unione di Centro* (UdC, Union du Centre) et *La Destra* (La Droite). Cette nouvelle disposition comportera l'exclusion du parlement des factions extrêmes, à gauche comme à droite, et la réorganisation de la SA en deux nouveaux partis : *Federazione di Sinistra* (FdS, Fédération de Gauche), constituée de néo-communistes, et *Sinistra Ecologia e Libertà* (SEL, Gauche Écologie et Liberté), composé des autres forces de la gauche radicale (ex-communistes, dissidents du DS et écologistes).



Figure 6. Les partis aux élections de 2008.

Dans ce cas également, les vieilles constantes linguistiques faisant référence à l'Italie et au terme « parti » disparaissent presque complètement, à l'exclusion de IdV et du PR, rebaptisé *Radicali Italiani* (Radicaux Italiens), et du Partito Democratico. Le parti de Berlusconi, en revanche, renforce sa connotation populiste en laissant ses électeurs, convoqués sur la place publique, choisir le nom du nouveau sujet politique (Diamanti, 2009 : 197).

Toute la Deuxième République est, en outre, caractérisée pas une intense personnalisation de la lutte politique, concentrée sur la figure charismatique du leader du PdL, dont le nom apparaît dans le symbole électoral. D'autres partis suivront cet exemple : le PD fera figurer le nom de son candidat uniquement pour les élections nationales, alors que d'autres formations, telles que IdV, SEL, UdC et le nouveau parti de Gianfranco Fini – baptisé *Futuro e Libertà per l'Italia* (FLI, Futur et Liberté pour l'Italie) après sa sortie de la majorité et du gouvernement – mettront en avant le nom de leur leader dans leur symbole.



Figure 7. La personnalisation de la politique.

4. Aspects linguistiques

Le corpus de référence est constitué de 192 noms de partis, relevés dans les bases de données présentes sur Internet, sur les sites des plus importants quotidiens italiens (dont *La Repubblica*) et sur les sites institutionnels italiens (Gouvernement, Parlement).

Il recueille les noms des forces nationales ou régionales, grandes et petites, qui ont participé aux élections politiques entre 1946 et 2008, à l'exclusion de SEL, FLI et *Alleanza per l'Italia* (ApI, Alliance pour l'Italie), constitués plus récemment et ayant une forte présence médiatique grâce à la popularité des leaders respectifs. Cependant, le corpus ne tient pas compte des listes présentées aux élections administratives européennes. Il en découle que, bien que représentatif, l'ensemble des données n'est pas exhaustif, au vu de l'étendue richesse onomastique des sujets politiques italiens.

4.1. Lexique

Parmi les aspects linguistiques pertinents, il convient avant tout de considérer ceux ayant trait au lexique. Les dénominations des partis, spécialement pour ceux datant de la Première République, présentent la caractéristique d'être des noms composés, formés par un nom commun suivi d'un ou plusieurs adjectifs : *Democrazia Cristiana*, *Partito Comunista Italiano*, *Partito Socialista Democratico Italiano*, etc. Cette caractéristique disparaît presque complètement sous la Deuxième République, sauf pour quelques exceptions telles que *Partito Democratico*, *Alleanza Nazionale*, *Alleanza Democratica*, etc.

À partir des années 1990, certains partis des deux fronts ainsi que les coalitions de gauche préfèrent la formule du nom simple, par exemple *Verdi*, *Democratici*, *Destra*, *Progressisti*, *Ulivo*, *Unione*, ou bien la solution "nom + nom", parfois séparés par une préposition, comme

pour *Forza Italia* (devenu *Popolo della Libertà*), *Unione di Centro*, *Italia dei Valori*, *Democratici di Sinistra*, *Lega Nord*, etc.

La disparition de l'adjectif qualificatif peut être interprétée comme un reflet de la « désidéologisation » de la politique, qui avait été jusque-là influencée par la vision bipolaire d'un monde constitué de deux grands blocs : communiste et occidental. La différence entre les partis des Première et Deuxième Républiques est donc que, sous la Première, la solution « nom + adjectif(s) » visait à souligner une forte connotation idéologique et identitaire même au sein des formations majoritaires. Pendant la Deuxième République, cette connotation est exhibée surtout (mais pas toujours) par les formations minoritaires, aux idéologies extrêmes et, souvent, radicales comme *Forza Nuova* (Force Neuve), *Fronte Nazionale* (Front National), d'extrême-droite, ou *Sinistra Critica* (Gauche Critique), d'extrême-gauche.

La tendance à la création onomastique basée sur la juxtaposition d'éléments lexicaux épars est donc une tendance relativement récente, qui contraste avec certains noms de partis de la Première République où l'on pouvait remarquer une surabondance de termes incluant noms et adjectif, tels que : *Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria*, *Movimento Sociale Italiano - Destra Nazionale*, *Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica*, etc. Cependant, certains cas de surabondance figurent également parmi les formations plus récentes telles que *Movimento Sociale - Fiamma Tricolore*, *La Rosa nel Pugno - Laici Socialisti Liberali Radicali*, etc. De même, la Première République a vu la naissance de partis dont le nom était constitué d'éléments lexicaux sommaires, comme la DC ou le PR, mais aussi la *Democrazia Proletaria*, née à gauche de l'ex-PCI.

Un autre aspect remarquable est l'engouement pour un véritable « lexique botanique », qui définit aussi bien les coalitions de centre gauche, comme l'*Ulivo* ou le *Girasole* (Tournesol) – une alliance électorale dont le symbole s'inspire des *Grünen* allemands – que les partis tels la *Margherita* (Marguerite) ou la *Rosa nel Pugno* (Rose au poing), ce dernier prenant directement son nom du symbole des socialistes européens. Dans d'autres cas le lexique botanique est utilisé dans les métonymies indiquant des partis spécifiques comme *Garofano* (Œillet) pour le PSI et *Quercia* (Chêne) pour le PDS et successivement pour le DS. En même temps que le lexique botanique, le « lexique zoologique » connaît un succès bien moindre et est utilisé essentiellement pour désigner la DC, appelée la *Balena Bianca* (Baleine Blanche) et les Démocrates, dont le parti est aussi appelé l'*Asinello* (le Bourriquet).



Figure 8. Lexique botanique et zoologique de la politique italienne.

Afin d'élucider le processus onomaturgique, concluons enfin l'analyse lexicale en présentant les constantes lexicales, c'est-à-dire ces mots maintes fois utilisés, pendant toute l'histoire de la République, par les formations de tous bords et couleurs politiques. Si l'on exclut le terme « parti » qui, comme nous l'avons vu, a connu une grande fortune sous la Première République pour disparaître presque entièrement au cours de la Deuxième, nous sommes en mesure de cerner les mots qui ont connu le plus de succès dans la création des noms de partis en Italie. Parmi ces mots, citons « *movimento* » (mouvement, 18 occurrences), dans les partis tels que le MSI, mais aussi dans ceux plus récents comme *La Rete - Movimento per la Democrazia* et le *Movimento Cinque Stelle* (Mouvement Cinq Étoiles) de l'acteur comique Beppe Grillo. L'adjectif « *cristiano* » (chrétien), décliné également au féminin et au pluriel, a été utilisé par non moins de huit partis parmi lesquels, outre la célèbre

DC, des listes mineures comme les *Cristiano Sociali* (Chrétiens-Sociaux), qui ont fini par rejoindre les DS, et le CCD, rebaptisé plus tard UdC. Les termes « *democrazia* » (démocratie) et « *democratico* » (démocratique) sont très prisés. Ils sont déclinés sous toutes les formes (respectivement 7 et 22 occurrences), dans les noms de partis historiques tels que la DC et le PDS (et donc DS), dans les formations de grandes dimensions et dans les mouvements éphémères et, plus récemment, dans le nouveau *Partito Democratico*. Le terme « *libertà* » (liberté) est presque absent sous la Première République (seulement 2 occurrences, parmi lesquelles la liste de *Fascismo e Libertà*), mais il triomphe sous l'ère berlusconienne dans les noms des coalitions de centre droit, en premier lieu avec le *Polo delle Libertà*, la *Casa delle Libertà* et le *Popolo della Libertà* ; ensuite dans certains partis comme *Margherita - Democrazia è Libertà*, *Futuro e Libertà per l'Italia*, *Sinistra Ecologia e Libertà*, etc. Plusieurs occurrences, enfin, sont constatées pour d'autres termes à consonance idéologique comme « *sinistra* » (gauche) et « *socialista* » (socialiste), ce phénomène étant dû aux nombreuses scissions qui ont caractérisé le front progressiste et réformateur.

4.2. Variétés diatopiques

Les dénominations à consonance régionale connaissent beaucoup de succès, même avant la fondation des différentes « ligues » : nous avons déjà cité, pour ces dernières, la *Lega Lombarda* et la *Liga Veneta*, qui ont rejoint en un deuxième temps la *Lega Nord* ; citons aussi, dans le Sud, la *Lega d'Azione Meridionale* (Ligue d'Action Méridionale) et la *Federazione Noi Siciliani* (Fédération Nous les Siciliens) ; dans les régions à statuts spéciaux, des partis historiques tels que le *Partito Sardo d'Azione* (Parti Sarde d'Action) en Sardaigne, *l'Union Valdôtaine* dans la Vallée d'Aoste, le *Südtiroler Volkspartei* (SVP) dans le Haut-Adige, etc.

La présence de ces partis s'explique d'une part par l'action des élans autonomistes en provenance de secteurs spécifiques de certaines régions du Nord et, par émulation, du Sud ; d'autre part, par la présence de minorités linguistiques fortes à l'intérieur des confins nationaux italiens. Dans ce dernier cas de figure, la présence des partis identitaires implique la présence de codes linguistiques différents de l'italien, comme l'allemand pour le SVP, le français pour l'UV et le sarde pour les partis tels que *Sardigna Natzione*.

4.3. Aspects sémantiques

Sous le profil sémantique notons que certaines constantes sont présentes, à des degrés différents, dans les deux périodes républicaines. Remarquons par exemple l'utilisation de la métaphore pour les partis comme *Democrazia Cristiana* et *Democrazia Proletaria*, par ailleurs en opposition idéologique, bien que la DP soit largement minoritaire ; *La Rete*, qui évoque le tissu social réuni autour du projet politique du parti, souligné par le symbole représentant un ensemble de personnes stylisées. L'aspect métaphorique est plus patent dans les noms de coalition. En effet, si nous prenons l'*Ulivo*, Romano Prodi, fondateur du parti, affirma publiquement avoir choisi ce symbole aussi bien pour qu'il côtoie le chêne, symbole du PDS, que pour évoquer la force de l'arbre – et donc de la coalition de centre gauche – capable de pousser sous des climats différents. Une opération analogue est par ailleurs réalisée à droite en 2001, avec la création de la *Casa delle Libertà* ; ainsi que l'a déclaré lors d'un discours public Silvio Berlusconi, les forces différentes et hétérogènes pouvaient enfin trouver abri sous le même symbole.

Parfois, le nom du parti coïncide avec une devise, comme pour *Forza Italia*, *Democrazia è Libertà*, l'autre appellation de la *Margherita*, et la liste *Per il bene comune* (Pour le bien commun) ; dans d'autres cas il évoque un sentiment commun – l'*Uomo Qualunque* ou l'*Italia dei Valori*, qu'il convient d'opposer, non seulement dans le nom mais aussi dans la philosophie politique, à *Forza Italia*, considéré par le leader de l'IdV comme un parti amoral

– ou il se réfère à un moment historique déterminé, comme le PdA, qui rappelle la tradition de l'action partisane et antifasciste. Pareillement, la *Lega Lombarda* se réfère directement à l'alliance des communes italiennes contre Frédéric Barberousse. Les formations *Alleati per Trieste* (Alliés pour Trieste) ou *Lista per Trieste* (Liste pour Trieste) se reportent à la ré-annexion de Trieste à l'Italie. Enfin, la liste *Sì Referendum* (Oui Référendum) est née pour promouvoir les campagnes référendaires du début des années 1990, et ainsi de suite.

L'abondance de sigles liés aux symboles a en outre produit une série de périphrases pour indiquer les partis et les mettre en relation, également du point de vue métonymique, aux univers politiques de référence. C'est la raison pour laquelle, notamment dans le langage des médias, le *Scudo Crociato* (Bouclier à la croix) indique la DC, le *Sole che ride* (Soleil qui rit) les Verts, la *Fiamma tricolore* (Flamme tricolore) le MSI, la *Falce e martello* (Faucille et marteau) le PCI, etc. D'autres solutions métonymiques, toujours liées au symbole, concernent le lexique botanique présenté plus haut, comme la *Quercia* et le *Garofano* (respectivement DS et PSI), mais aussi l'*Asinello* pour les Démocrates et le *Carroccio* (grand chariot à quatre roues portant les enseignes citadines, NdT), symbole de la guerre entre les communes et l'Empire, pour la Lega Nord.

4.4. Autres processus

Il est des situations où le choix du nom fait référence à des traditions politiques précédentes ou contemporaines prestigieuses, auxquelles l'on se rapporte pour en émuler la philosophie politique et présager, si possible, de bonnes fortunes électorales. C'est le cas des *Democratici*, dont le symbole, l'âne, est le même que celui du parti homonyme américain. L'actuel PD fait aussi référence à la force de cet animal. Une tentative similaire, toujours à gauche, avait été tentée, avec peu de succès, par les *Laburisti* (Labouristes), avant de rejoindre les DS.

Parmi les forces centristes, citons le PPI qui renvoie au parti pré-fasciste homonyme. Un cas particulier d'imitation est celui des *Cristiani Democratici Uniti*, (Chrétiens Démocrates Unis) dont le nom est original mais dont le sigle, CDU, rappelle le parti d'Angela Merkel en Allemagne. Très singulière, enfin, la citation faite par *Alleanza per l'Italia* (ApI, Alliance pour l'Italie) : elle se limite au symbole, une marguerite – le leader de l'Api ayant été, en effet, également leader de la Margherita – sur laquelle trône une abeille, qui rappelle le sigle du parti (*api* voulant dire “abeilles” en italien).

5. Conclusions

L'analyse des mutations onomastiques des partis italiens montre comment les moments culminants de créativité correspondent exactement aux deux périodes cruciales de l'histoire républicaine : sa naissance, en 1946 – qui voit la présence de 41 listes portant des noms différents – et la crise découlant de Tangentopoli, dans les premières années 1990, qui pulvérise le système politique précédent, conduit à une nouvelle organisation politique – mais pas institutionnelle, car l'organisation parlementaire est inchangée –, et transforme les anciennes forces politiques en de nouveaux sujets ou bien crée des formations inédites.

Ceci ne signifie pas que, pendant les presque cinquante ans de la Première République, la rénovation onomastique ait été inexistante, mais il est clair qu'elle n'a concerné que les partis minoritaires, dont la plupart n'ont été que des météores dans le firmament politique italien.

La Deuxième République apparaît en revanche comme une période de transition du système politique précédent – dominé par la présence des partis – à un nouveau système d'équilibre entre les forces sociales et les acteurs politiques qu'il est encore difficile d'identifier à ce stade, que l'on essaye de prédire quelles forces réussiront à s'imposer sur la scène ou quelles seront les mutations institutionnelles de l'organisation républicaine. S'il est vrai, par ailleurs, que la nouvelle loi électorale de 2005 a déterminé, avec les élections de

2008, une simplification du système politique, celle-ci n'a été que momentanée et n'a intéressé que les forces parlementaires. Le transformisme, mal ancien de l'histoire de l'Italie unie, a produit et continue de produire des groupes parlementaires autonomes qui s'organisent ensuite en autant de forces politiques. L'incapacité des dirigeants de groupes minoritaires à s'imposer au sein des partis respectifs a conduit et conduit encore à des scissions dont naissent de nouveaux sujets politiques : nous pensons aux socialistes et, plus récemment, à FLI, né d'une aile du PdL suite aux différends entre les deux leaders de la droite italienne, Fini et Berlusconi.

Dans un tel cadre, il est difficile de préfigurer l'avenir. En effet, si la Première République s'est distinguée par sa stabilité onomastique en ce qui concerne les partis majoritaires et sa créativité pour les partis minoritaires, la Deuxième République est caractérisée par des mutations qui sont le signe de profonds et radicaux changements affectant tous les protagonistes de l'arène politique. Ajoutons que Gianfranco Fini ayant quitté le PdL, ce parti changera bientôt de nom, car Fini en est copropriétaire. Les médias avaient laissé entendre que le nouveau parti de Berlusconi allait s'appeler tout simplement *Italia*, nom choisi par le Premier Ministre pour réunir sa propre personne, son électorat, son parti et une nation entière autour de son projet. Pour l'instant cette option semble mise de côté, à cause des virulentes polémiques relayées par les médias et surtout par les réseaux sociaux. De plus, au centre de l'arc parlementaire, les forces modérées sont en train de constituer une nouvelle coalition, déjà désignée comme *Terzo Polo* (Troisième Pôle). Le destin de cette force, ainsi que le nom qu'elle va adopter, dépendront en grande partie de ses fortunes politiques. Les prochaines élections, prévues pour 2012 mais que de nombreux analystes considèrent comme imminentes au vu de la délicate situation italienne, seront fondamentales pour un énième remaniement du très agité milieu politique italien.

La mutation onomastique devient, en ce sens, une méthode d'appréciation du système politique et de ses valeurs. Ceci est particulièrement évident lors du passage entre les deux Républiques, avec la perte du terme « parti » dans la plupart des cas, et avec l'abandon de l'adjectif « italien » de la part des partis. Les nouveaux noms, par ailleurs, enregistrent la crise des idéologies du XX^e siècle : les nouveaux partis, sans compter les radicaux de droite ou de gauche, ont renoncé à l'évocation des traditions historiques et se sont attelés à se réinventer de fond en comble ou à suivre des exemples ayant connu un meilleur sort ailleurs, ainsi que nous l'avons vu pour le PD. La mutation onomastique devient alors, du moins dans les intentions, un signe de la profonde mutation du projet politique ou de l'idéologie de référence et, dans une perspective plus générale, la marque du changement historique et social.

Bibliographie

- Bogani, Laura ; Maffei, Claudio. 1990. *Comunicare un partito politico* [Communiquer un parti politique]. Milan : Éditions IPSOA Scuola d'impresa.
- Calise, Mauro. 2006. *La terza repubblica* [La troisième République]. Rome-Bari : Laterza.
- Catalano, Franco. 1965. *Storia dei partiti politici italiani* [Histoire des partis politiques italiens]. Turin : ERI Edizioni Rai.
- Della Seta, Roberto. 1995. «L'ambientalismo» [L'environnement]. Dans : Gianfranco Pasquino, *La politica italiana. Dizionario critico 1945-95* [La politique italienne. Dictionnaire critique 1945-95], 151-164. Rome-Bari : Laterza.
- Diamanti, Ilvo. 2009. *Mappe dell'Italia politica. Bianco, rosso, verde, azzurro... e tricolore* [Les cartes politiques de l'Italie. Blanc, rouge, vert, bleu... et tricolore]. Bologne : il Mulino.
- Galli, Giorgio. 1991. *Storia dei partiti politici italiani* [Histoire des partis politiques italiens]. Milan : Rizzoli.

- Ignazi, Piero. 1995a. «Il Movimento sociale italiano» [Le Mouvement social italien]. Dans : Gianfranco Pasquino, *La politica italiana. Dizionario critico 1945-95* [La politique italienne. Dictionnaire critique 1945-95], 273-285. Rome-Bari : Laterza.
- Ignazi, Piero. 1995b. «Il Partito radicale» [Le Parti radical]. Dans : Gianfranco Pasquino, *La politica italiana. Dizionario critico 1945-95* [La politique italienne. Dictionnaire critique 1945-95], 311-323. Laterza.
- Marroni, Stefano. 1990. «Sinistra DC ascoltami o morrai» [Gauche DC écoute-moi ou tu mourras]. *La Repubblica*, 26-8-1990.
- Ricolfi, Luca. 1995. «La Lega» [La Ligue]. Dans : Gianfranco Pasquino, *La politica italiana. Dizionario critico 1945-95* [La politique italienne. Dictionnaire critique 1945-95], 261-265. Rome-Bari : Laterza.
- Ridolfi, Maurizio. 2008. *Storia dei partiti politici. L'Italia dal Risorgimento alla Repubblica* [Histoire des partis politiques. L'Italie du Risorgimento à la République]. Milan : Bruno Mondadori.
- Ridolfi, Maurizio. 1999. *Interessi e passioni. Storia dei partiti politici tra l'Europa e il Mediterraneo* [Intérêts et passions. Histoire des partis politiques entre l'Europe et la Méditerranée] Milan : Bruno Mondadori.
- Salvati, Michele. 2003. *Il Partito democratico* [Le Parti Démocrate]. Bologne : il Mulino.

Sitographie

<http://elezionistorico.interno.it/>

<http://legislature.camera.it/>

<http://www.perlulivo.it/radici/vittorieelettorali/inizio/nelsegno.html>

<http://www.senato.it/legislature/297885/sitostorico.htm>

Dario Accolla
Università Catania
Via di Villa Ortisi, 34
96100 Siracusa
Italie
dario.accolla@libero.it